

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — **N**° 38

8 janvier 2011

SOMMAIRE

Abalon S.A	1787	Rochester Holding S.A	1788
Abondance S.A	1792	Rochester Holding S.A	1788
Absolu Telecom S.A	1792	SD Events S.à r.l	1789
Accuradent S.à r.l	1791	Setas International S.A	1789
Afaia S.à r.l	1793	Setas International SPF S.A	1789
Agar S.A	1787	Silex S.A	1788
AG International Umwelt S.A	1787	Simplicity S.A	1788
Agopia S.à r.l	1793	Solnuten International S.A	1800
Aliunde S.A	1793	Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	
Amélie Shipping S.à r.l	1794		1800
Anicca Consulting S.à r.l	1799	Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	
Anifood	1795	•••••	1798
Aquadétente Luxembourg Sàrl	1793	Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	
AR-Lux S.à r.l Matériaux de Construction			1798
•••••	1795	TriCage Acquisition	1798
Arminia S.A	1794	TriCage Acquisition	1800
Atoz Real Estate	1794	UniGarantPlus: Best of World (2010)	1787
A. Zenner-Lux S. à r.l	1793	Valena S.A	1790
Barsa S.A	1800	Vistec Lithography Holdings S.à r.l	1790
Bearbull Selector	1779	Vistec Real Estate Holdings II S.à r.l	1789
Beauty & Soul S.A	1795	Vistec Real Estate Holdings II S.à r.l	1789
Beluga Finance Corporation S.A	1795	Vivacon Lux One S.à.r.l	1790
"BELVEDERE REAL ESTATE"	1794	Vollupro S.A	1789
BlueSPHERE	1794	Vulcano S.A.	1798
BlueSPHERE	1795	Wemaro S.A	1790
Centrum NS Luxembourg Sàrl	1799	Wessex Investments S.à r.l	1791
Dexia Luxpart	1780	WIKIO Luxembourg	1791
HPH Investments 1 S.à r.l	1796	Workhouse S.A	1791
Immo-Style S.A	1778	World Minerals Luxembourg S.à r.l	1794
Intelsat Intermediate Holding Company	.,,,	WT Holding Lux S.à r.l	1790
S.A	1780	X-TRA Optic by jean MOUSEL S.à r.l	1792
Lux-World Fund	1779	Yineal Investments S.à r.l	1792
Nordnet Securities Luxembourg S.A	1778	Zamata Holding S.A	1792
Record Fund	1778	Zoji La Ventures S.A., S.P.F	1791
Rochester Holding S.A	1788		



Immo-Style S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.477.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

du vendredi 28 janvier 2011 à 10.00 heures au siège de la société 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, dans les bureaux de la Fiduciaire Jean-Marc FABER, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2009;
- b. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 2009;
- c. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- d. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- e. Nominations;
- f. Divers.

Le Commissaire aux Comptes.

Référence de publication: 2011003979/780/19.

Record Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 118.963.

Les actionnaires sont invités à assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux sis au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, le jeudi 27 janvier 2011 à 16.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises
- 2. Approbation des comptes au 30 septembre 2010
- 3. Affectation des résultats
- 4. Décharge aux administrateurs
- 5. Nominations statutaires
- 6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011003977/755/21.

Nordnet Securities Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 68.563.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") would like to invite you as shareholder of the Company to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholder of the Company, which will be held in front of the Luxembourg notary public Ms. Martine Schaeffer, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 January 2011 at 2.30 p.m. CET in order to decide on the following agenda (the "EGM"):

Agenda:

- 1. Dissolution and liquidation of the Company;
- 2. Appointment of the liquidator;
- 3. Determination of the powers and compensation of the liquidator;
- 4. Miscellaneous.



GENERAL RULES GOVERNING THE EGM

Pursuant to the articles of association of the Company (the "Articles") and the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Company Law"), resolutions to dissolve and liquidate the Company require a quorum of members representing at least half of the shares; a corresponding resolution may only be adopted by a two-third-majority of the votes cast.

Pursuant to article 67 paragraph 3 of the Company Law and the Articles, every shareholder is entitled to vote personally or by appointing another person as his proxy in writing.

If you cannot be personally present at the EGM and wish to be represented, you can participate at the EGM by proxy. We would kindly ask you to send, before 17 January 2011 at 8.00 a.m. CET, a pdf copy of a duly signed proxy to the attention of Anders Thonning at anders.thonning@nordnet.lu followed by the original to the address of the Company.

This publication is based on article 60-8 (1) of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The Board of Directors of NORDNET SECURITIES LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2010169873/1092/29.

Bearbull Selector, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.340.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 20 janvier 2011 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Rapport du Conseil d'Administration
- 2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
- 3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2010
- 4. Décharge à donner aux Administrateurs
- 5. Affectation du résultat
- 6. Nominations statutaires
- 7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011002662/755/24.

Lux-World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 48.864.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le mercredi 19 janvier 2011 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2010.
- 2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2010; affectation des résultats.
- 3. Donner quitus aux Administrateurs.
- 4. Nominations statutaires.
- 5. Nomination du réviseur d'entreprises.
- 6. Divers.



Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010172066/755/29.

Dexia Luxpart, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch. R.C.S. Luxembourg B 52.211.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires ("l'Assemblée") de DEXIA LUXPART aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 17 janvier 2011 à 11 heures

Ordre du jour:

- 1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2010
- 2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
- 3. Affectation des résultats
- 4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2010
- 5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
- 6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 14 janvier 2011 auprès de DEXIA LUXPART, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Mme Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

DEXIA LUXPART

Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010175081/755/28.

Intelsat Intermediate Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.957.

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth day of the month of December, Before Maître Joseph Gloden, notary residing in Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Intelsat Jackson Holdings Company S.A., a company incorporated as a limited liability company under the laws of Bermuda and since 15 th December 2009 existing as a société anonyme under the laws of Luxembourg, with its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (the "RCS") under number B 149.959, represented by Maître Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 29 th December 2010 (which after being signed ne varietur shall remain attached to the present deed to be submitted together with it to the registration formalities) in its capacity as sole shareholder and sole beneficiary certificate holder (the "Sole Holder") of Intelsat Intermediate Holding Company S.A., a company incorporated as a limited liability company under the laws of Bermuda and since 15 th December 2009



existing as a société anonyme under the laws of Luxembourg, the articles of which have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2486 of 22 December 2009, with its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and registered with the RCS under number B 149.957 (the "Company").

The Sole Holder stated and requested the undersigned notary to record as follows:

- (I) The Sole Holder holds all five million (5,000,000) shares and all five million six hundred and ninety-seven thousand and forty-one (5,697,041) beneficiary certificates of the Company and thus the entire issued share capital and all beneficiary certificates of the Company are presented.
 - (II) The Sole Holder will make decisions on the following items:
- (A) (i) Increase of the authorised unissued share capital of the Company to seven billion nine hundred and ninety-five million USDollars (USD 7,995,000,000) USD to be represented by seven billion nine hundred and ninety-five million (7,995,000,000) shares, each of a nominal value of one USDollars (USD 1); (ii) suppression and waiver of, and authorisation to the board of directors of the Company (the "Board") to suppress, limit or waive any preferential or pre-emptive subscription rights provided for by Luxembourg law for the issue of shares within the authorised share capital; (iii) authorisation to the Board to issue shares or any securities or instruments giving rights to shares (by subscription, conversion, exchange or otherwise) within the authorised unissued share capital against contributions in cash, in kind, by way of incorporation of available premium or reserves or by way of conversion of beneficiary certificates into shares or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board or its delegate(s) while waiving, suppressing or limiting any preferential or pre-emptive subscription rights as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares within the authorised share capital, for a period starting on the date of the present decision of the Sole Holder and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording such decision in the official gazette of Luxembourg, the Mémorial; (iv) acknowledgment of the report by the Board pursuant to article 32-3(5) of Luxembourg company law on the circumstances and prices of issues of shares against cash without preferential subscription rights; and (v) consequential amendment of article 5.2 and 5.2.1 of the Articles of Incorporation to read as follows:
- "5.2. The authorised unissued share capital of the Company is set at seven billion nine hundred and ninety-five million USDollars (USD 7,995,000,000) to be represented by seven billion nine hundred and ninety-five million (USD 7,995,000,000) Shares, each with a nominal value of one USDollar (USD 1).
- **5.2.1.** The authorised un-issued share capital (and any authorisation granted to the Board of Directors in relation thereto) shall be valid from 29 December 2010 until the fifth anniversary of the date of publication of the deed of 29 December 2010 relating to the Company in the Mémorial."
- (B) (i) Authorisation of up to five billion (5,000,000,000) unissued beneficiary certificates, not forming part of the share capital of the Company; (ii) authorisation to the Board, or any delegate(s) duly appointed by the Board, to from time to time issue up to five billion (5,000,000,000) additional beneficiary certificates and make allocations to the BC Reserve in relation therewith against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board or its delegate(s) may in its or their discretion resolve without reserving any preferential subscription rights to existing holders of shares or beneficiary certificates; and (iii) consequential amendments to article 9 of the Articles of Incorporation of the Company to read as follows:

" Art. 9. Beneficiary Certificates.

- 9.1 In addition to the share capital, an amount of three billion five hundred and ninety seven million USDollars (3,597,000,000USD) has been transferred to the special reserve (the "BC Reserve") and the Company has, in addition to its issued share capital and Shares, issued five million six hundred and ninety seven thousand and forty one (5,697,041) Beneficiary Certificates, not forming part of the share capital of the Company. In addition the BC Reserve has been authorised to be increased and up to five billion (5,000,000,000) unissued Beneficiary Certificates, not forming part of the share capital of the Company, have been authorised for issue (the "Authorised BCs") and the Board of Directors, or any delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, has been authorised to from time to time the Authorised BCs and make allocations to the BC Reserve in relation therewith against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve without reserving any preferential subscription rights to existing shareholders or BC Holders.
 - 9.2 The Company may issue fractional Beneficial Certificates.
- 9.3 The Company or its subsidiaries may proceed to the purchase or repurchase of its own Beneficiary Certificates and may hold Beneficiary Certificates in treasury. "
- (C) Amendment of the terms of the conversion feature of the Beneficiary Certificates by amending article 10.1 and 10.3 of the Articles of Incorporation of the Company to read as follows:
- " **10.1.** Subject to article 10.1.2, Beneficiary Certificates shall be convertible into Shares at the Conversion Ratio upon a Trigger Event.



10.1.1 A Trigger Event shall be constituted by a two (2) business days prior written request of the holder thereof or such period of time as may be agreed between the relevant BC Holder and the Company (a "Trigger Event"), always subject however to article 10.1.2.

10.1.2 Beneficiary Certificates shall not be convertible into Shares, and no conversion may occur (no BC holder shall be entitled to request the conversion) if the Company has provided a guarantee, or security interest of any kind or granted a loan (the "Assistance"), in relation with or for the subscription and/or funding (directly or indirectly) of such Beneficiary Certificates. The relevant Beneficiary Certificates shall not be convertible into Shares for as long as (and to the extent) such Assistance is outstanding or in effect (and in case of a loan, not repaid). If such Assistance is enforced (or in case of a loan, not repaid, or is waived or impaired) the relevant Beneficiary Certificates shall not become convertible (pro rata). For the avoidance of doubt it is specified that the relevant amount of the BC Reserve relating to the Beneficiary Certificates concerned may, to the extent available, be used to reduce in the accounts of the Company the loss created by the enforcement (or in case of a loan, non-repayment, waiver or impairment) of such Assistance.

10.3. The Conversion Ratio shall be determined at the time of conversion (or as the case may be exchange) pursuant to the following formula:

X = IR * DR * PR

whereby.

X = the number of shares into which one (1) Beneficiary Certificate shall be converted;

IR = initial ratio of OSCapital to BCR;

DR = adjustment ratio for unequal dividend distributions calculated as follows:

DR = (OS / (1-((Sigma(UPBCD P) + BCReserve) / TotEquity)) - OS) / BCN;

OS = number of Shares outstanding as of the conversion date;

OS P = number of Shares outstanding as of the end of the applicable UPBCD period;

BCN = number of Beneficiary Certificates outstanding as of the conversion date;

BCN P = number of Beneficiary Certificates outstanding as of the end of the applicable UPBCD period;

PR= until such time a BC has been in issue for a full calendar month, 100% and thereafter 102% M

M = number of full calendar months the Beneficiary Certificates have been outstanding divided by 12;

OSCapital = the sum of issued share capital and share premium divided by OS;

BCR = beneficiary certificate reserve divided by BCN;

UPBCD p [Unpaid Beneficiary Certificate Distributions] = (TotDist p /TotShs p) * BCN p – BCDist p for any period of time, (P), during which TotShs p remains constant;

Sigma(UPBCD P) = the sum of the UPBCD for each P period;

OSEquity = the sum of issued share capital and share premium as of the conversion date;

BCReserve = amount of the BC Reserve as of the conversion date;

TotEquity = the sum of OSEquity and BCReserve;

OSDist P = total distributions paid on Shares during the applicable UPBCD Period;

BCDist P = total distributions paid on Beneficiary Certificates during the applicable UPBCD Period;

TotDist P = the sum of OSDist P and BCDist P during the applicable UPBCD Period;

TotShs P = the sum of OSP and BCNP as of the end of the applicable UPBCD period;

P = each UPBCD period in the conversion calculation, namely a period during which TotShs P remains constant.

(D) Amendment of article 26 of the Articles of Incorporation of the Company to read as follows :

"The operations of the Company shall be supervised by a supervisory auditor who need not be a shareholder. The supervisory auditor shall be elected by the General Meeting for a period ending at the date of the next annual General Meeting. The supervisory auditor in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause. In the case the thresholds set by law as to the appointment of an independent auditor are met, the accounts of the Company shall be supervised by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé)".

(E) Amendment of article 30 to read as follows.

" Art. 30. Winding up, Liquidation, Return of Capital.

30.1 In the event of the dissolution of the Company for whatever reason or at whatever time, the liquidation will be performed by liquidators or by the Board of Directors then in office who will be endowed with the powers provided by articles 144 et seq. of the Luxembourg Company Law of the tenth of August, nineteen hundred and fifteen.

30.2 Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any resulting balance shall be paid to the holders of Shares and the holders of Beneficiary Certificates in accordance with the provisions set forth below.



30.3 The balance of the assets of the Company shall be applied ratably in respect of the Beneficiary Certificates and the Shares in proportion to the respective number of Beneficiary Certificates and Shares outstanding (subject to the Share Reserve being reserved to the Shares)."

After the above had been stated and confirmed, the Sole Holder passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Holder resolved to increase the authorised unissued share capital of the Company to seven billion nine hundred and ninety-five million USDollars (USD 7,995,000,000) to be represented by seven billion nine hundred and ninety-five million (7,995,000,000) shares, each of a nominal value of one USDollar (USD 1).

The Sole Holder acknowledged the report by the Board of Directors of the Company (the "Board") pursuant to article 32-3(5) of Luxembourg company law on the circumstances and prices of issues of shares against cash without preferential subscription rights (a copy of which shall remain with the present deed and be registered therewith).

The Sole Holder resolved to suppress and waive and to authorise the Board to suppress, limit or waive any preferential or preemptive subscription rights provided for by Luxembourg law for the issue of shares within the authorized share capital and to authorise the Board to proceed to issue shares or any securities or instruments giving rights to shares (by subscription, conversion, exchange or otherwise) within the authorised unissued share capital against contributions in cash, in kind, by way of incorporation of available premium or reserves or by way of conversion of beneficiary certificates into shares or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the Board or its delegate(s) while waiving, suppressing or limiting any preferential or preemptive subscription rights as provided for under Luxembourg law in the case of issues of shares within the authorized share capital, for a period starting on the date of the present decision and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the notarial deed recording such decision in the official gazette of Luxembourg, the Mémorial.

The Sole Holder resolved to consequentially amend article 5.2 and 5.2.1 of the articles of incorporation of the Company as set forth in the agenda.

Second resolution

The Sole Holder resolved to authorise up to five billion (5,000,000,000) unissued Beneficiary Certificates, not forming part of the share capital of the Company. The Sole Holder resolved to authorise the Board, or any delegate(s) duly appointed by the Board to from time to time issue up to five billion (5,000,000,000) additional Beneficiary Certificates and make allocations to the BC Reserve in relation therewith against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board or its delegate(s) may in its or their discretion resolve without reserving any preferential subscription rights to existing shareholders or BC Holders.

The Sole Holder resolved to consequentially amend article 9 of the articles of incorporation of the Company to read as set forth in the agenda.

Third resolution

The Sole Holder resolved to amend article 10.1 and 10.3 of the articles of incorporation of the Company to read as set forth in the agenda.

Fourth resolution

The Sole Holder resolved to amend article 26 of the articles of incorporation of the Company to read as set forth in the agenda.

Fifth resolution

The Sole Holder resolved to amend article 30 of the articles of incorporation of the Company to read as set forth in the agenda.

There being not further items on which decisions are to be taken, the decision of the Sole Holder was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg-City on the day before mentioned.

After reading these minutes the Sole Holder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt-neuvième jour du mois de décembre,

Pardevant Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:



Intelsat Jackson Holdings Company S.A., une société constituée sous la forme d'une limited liability company sous le droit des Bermudes, et existant depuis le 15 décembre 2009 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 149.959, représentée par Maître Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 29 décembre 2010 (laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement) en sa capacité d'actionnaire unique et de détenteur unique des titres bénéficiaires (le «Détenteur Unique») de Intelsat Intermediate Holding Company S.A., une société constituée sous la forme d'une limited liability company sous le droit des Bermudes, et existant depuis le 15 décembre 2009 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2486 du 22 décembre 2009, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et inscrite auprès du RCS sous le numéro B 149.957 (la «Société»).

Le Détenteur Unique a déclaré et requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit :

- (I) Le Détenteur Unique détient toutes les cinq millions (5.000.000) d'actions et tous les cinq millions six cent quatrevingt-dix-sept mille quarante et un (5.697.041) titres bénéficiaires de la Société de sorte que l'entièreté du capital social émis et tous les titres bénéficiaires de la Société sont présents.
 - (II) Le Détenteur Unique prendra des décisions sur les points suivants :

Ordre du jour

- (A) (i) Augmentation du capital social autorisé mais non émis de la Société à sept milliards neuf cent quatre-vingtquinze millions de Dollars des Etats-Unis (USD 7.995.000.000) représenté par sept milliards neuf cent quatrevingt-quinze millions (7.995.000.000) d'actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune; (ii) suppression et renonciation à, et autorisation au conseil d'administration de la Société (le «Conseil») de supprimer, limiter ou renoncer à tous droits de préemption ou droits préférentiels de souscription prescrits par la loi luxembourgeoise en relation avec l'émission d'actions dans les limites du capital social autorisé, (ii) autorisation au Conseil d'émettre des actions ou tous titres ou instruments donnant droit à des actions (par voie de souscription, de conversion, d'échange ou autrement) dans les limites du capital social autorisé mais non émis en contrepartie d'apports en espèces, en nature, par voie d'incorporation de réserves disponibles ou primes ou par la conversion de titres bénéficiaires en actions ou autrement en vertu des termes et conditions déterminés par le Conseil ou son(ses) délégué(s) tout en renonçant à, supprimant ou limitant tous droits de préemption ou droits préférentiels de souscription prescrits par la loi luxembourgeoise dans le cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé, pour une période commençant le jour de la présente décision du Détenteur Unique et se terminant le cinquième anniversaire du jour de publication de l'acte notarié consignant cette décision dans le journal officiel du Luxembourg, le Mémorial; (iv) prise de connaissance du rapport du Conseil en vertu de l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales sur les circonstances et les prix d'émissions d'actions en contrepartie d'espèces sans droit préférentiel de souscription; et (v) modification subséquente des articles 5.2 et 5.2.1 des statuts de la Société afin qu'ils aient la teneur suivante :
- « **5.2.** Le capital social autorisé mais non émis de la Société est fixé à sept milliards neuf cent quatre-vingt-quinze millions de Dollars des Etats-Unis (USD 7.995.000.000) représenté par sept milliards neuf cent quatre-vingt-quinze millions (7.995.000.000) Actions, chacune d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1).
- **5.2.1.** Le capital social autorisé mais non émis (et toute autorisation y afférente conférée au Conseil d'Administration) sera valable du 29 décembre 2010 jusqu'au cinquième anniversaire de la date de publication au Mémorial de l'acte du 29 décembre 2010 relatif à la Société.»
- (B) (i) Autorisation d'un maximum de cinq milliards (5.000.000.000) de titres bénéficiaires non émis ne faisant pas partie intégrante du capital social de la Société; (ii) autorisation au Conseil, ou à tout(tous) délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil, d'émettre de temps à autre un maximum de cinq milliards (5.000.000.000) de titres bénéficiaires supplémentaires et de procéder en conséquence aux allocations à la BC Réserve en contrepartie d'apports en espèces, d'apports en nature ou par voie d'incorporation de réserves disponibles aux moments et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil ou son(ses) délégué(s) pourra(pourront) déterminer en toute discrétion, sans réserver de droits préférentiels de souscription aux détenteurs d'actions et de titres bénéficiaires existants; et (iii) modification subséquente de l'article 9 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante :

« Art. 9. Titres bénéficiaires.

9.1 En plus du capital social, un montant de trois milliards cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions de Dollars des Etats-Unis (USD 3.597.000.000) a été transféré à la réserve spéciale (la "BC Réserve") et la Société a émis, en plus de son capital social émis et ses Actions, cinq millions six cent quatre-vingt-dixsept mille quarante et un (5.697.041) Titres Bénéficiaires qui ne font pas partie intégrante du capital social de la Société. En outre, la BC Réserve a été autorisée à être augmentée et un maximum de cinq milliards (5.000.000.000) de Titres Bénéficiaires non émis, ne faisant pas partie intégrante du capital social de la Société, ont été autorisés à être émis (les «BC Autorisés») et le Conseil d'Administration, ou tout (tous) délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil d'Administration, a été autorisé à émettre de temps à autre des BC Autorisés et à procéder en conséquence aux allocations à la BC Réserve en contrepartie d'apports en espèces, d'apports



en nature ou par voie d'incorporation de réserves disponibles aux moments et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil d'Administration ou son(ses) délégué(s) peuvent déterminer en toute discrétion, sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires ou aux Détenteurs de BC existants.

- 9.2 La Société peut émettre des fractions de Titres Bénéficiaires.
- 9.3 La Société ou ses filiales peuvent procéder à l'achat ou au rachat de leurs propres Titres Bénéficiaires et peuvent détenir des Titres Bénéficiaires en trésorerie.»
- (C) Modification des termes du mode de conversion des Titres Bénéficiaires en modifiant les articles 10.1 et 10.3 des statuts de la Société afin qu'ils aient la teneur suivante :
- « 10.1. Sous réserve de l'article 10.1.2, les Titres Bénéficiaires sont convertibles en Actions au Taux de Conversion au moment d'un Evénement Déclencheur.
- 10.1.1 Un Evénement Déclencheur est constitué sur demande écrite de son détenteur faite dans un délai de deux (2) jours ouvrables ou dans un tout autre délai qui sera déterminé par le Détenteur BC concerné et la Société (un "Evénement Déclencheur"), toujours sous réserve de l'article 10.1.2.
- 10.1.2 Les Titres Bénéficiaires ne sont pas convertibles en Actions, et une conversion ne peut être effectuée (un Détenteur BC n'étant pas autorisé à demander une telle conversion) si la Société a donné une garantie ou une sûreté de toute sorte ou a octroyé un prêt (l' «Assistance»), en relation avec ou pour la souscription et/ou le paiement (directement ou indirectement) de ces Titres Bénéficiaires. Les Titres Bénéficiaires concernés ne sont pas convertibles en Actions aussi longtemps que (et dans la mesure où) cette Assistance est en place et en vigueur (et dans le cas d'un prêt, celui-ci n'est pas remboursé ou il y a été renoncé ou diminuée), les Titres Bénéficiaires concernés ne seront pas convertibles (proportionnellement). Afin d'éviter tout doute, il est spécifié que le montant concerné de la BC Réserve en relation avec les Titres Bénéficiaires concernés peut, dans la mesure où il est disponible, être utilisé afin de réduire dans les comptes de la Société la perte créée par cette Assistance (ou dans le cas d'un prêt, celui-ci n'est pas remboursé ou il y a été renoncé ou diminuée).
- 10.3. Le Taux de Conversion sera déterminé au jour de la conversion (ou de l'échange, le cas échéant) en fonction de la formule suivante:

X = IR * DR * PR

оù.

X = le nombre d'actions dans lequel un (1) Titre Bénéficiaire sera converti;

IR = ratio initial du OS Capital à BCR;

DR = ratio d'ajustement pour les distributions de dividendes inégales calculé comme suit: <math>DR = (OS / (1-((Sigma (UPBCD P) + BCReserve) / TotEquity)) - OS) / BCN;

OS = nombre d'Actions en circulation au jour de conversion;

OS P = nombre d'Actions en circulation à la fin de la période UPBCD applicable;

BCN = nombre de Titres Bénéficiaires en circulation au jour de conversion;

BCN P = nombre de Titres Bénéficiaires en circulation à la fin de la période UPBCD applicable;

PR= jusqu'au moment où un BC a été émis pour un mois calendaire entier, 100 % puis 102%M;

M = nombre de mois calendaires entiers pendant lesquels les Titres Bénéficiaires ont été en circulation divisé par 12;

OS Capital = la somme du capital social émis et de la prime d'émission divisé par OS;

BCR = réserve titres bénéficiaires divisé par BCN;

UPBCD p [Dividendes Titres Bénéficiaires Non Payés] = (TotDist p /TotShs p) * BCN p - BCDist p pour une période donnée, (P), pendant laquelle TotShs p reste constant;

Sigma(UPBCD P) = la somme des UPBCD pour chaque période P;

OSEquity = la somme du capital social émis et la prime d'émission au jour de la date de conversion;

BCReserve = montant de la BC Réserve au jour de la date de conversion;

TotEquity = la somme de l'OSEquity et de la BCReserve;

OSDist ^p = distributions totales payées sur les Actions pendant la Période UPBCD applicable;

BCDist P = distributions totales payées sur les Titres Bénéficiaires pendant la Période UPBCD applicable;

TotDist P = la somme de OSDist P et BCDist P pendant la Période UPBCD applicable;

TotShs P = la somme de OS P et BCN P à la fin de la période UPBCD applicable;

- P = chaque période UPBCD dans le calcul de la conversion, à savoir une période pendant laquelle TotShs P reste constant.»
 - (D) Modification de l'article 26 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante :

«Les opérations de la Société seront surveillées par un commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être actionnaire. Le commissaire aux comptes sera élu par l'Assemblée Générale pour une période se terminant le jour de la prochaine



Assemblée Générale annuelle. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale. Si les seuils fixés par la loi pour la nomination du commissaire aux comptes sont atteints, les comptes de la Société seront surveillés par un réviseur d'entreprises agréé.»

(E) Modification de l'article 30 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« Art. 30. Dissolution, Liquidation, Restitution de capital.

- 30.1 Dans le cas où la Société est dissoute, pour quelques raison et moment que ce soit, la liquidation sera effectuée par les soins des liquidateurs ou du Conseil d'Administration alors en fonction qui auront les pouvoirs prévus par les articles 144 et suivants de la Loi sur les Sociétés Commerciales du dix août mille neuf cent quinze.
- 30.2 Une fois toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation réglées, tout solde en résultant sera versé aux détenteurs d'Actions et aux détenteurs de Titres Bénéficiaires conformément aux dispositions ci-dessous.
- 30.3 A l'égard des Titres Bénéficiaires et Actions, le solde des avoirs de la Société sera appliqué proportionnellement au nombre correspondant des Titres Bénéficiaires et d'Actions en circulation (sous réserve que la Réserve d'Actions soit réservée aux Actions).»

Après lecture et confirmation de ce qui précède, le Détenteur Unique a passé les résolutions suivantes :

Première résolution

Le Détenteur Unique a décidé d'augmenter le capital social autorisé mais non émis de la Société à sept milliards neuf cent quatre-vingt-quinze millions de Dollars des Etats-Unis (USD 7.995.000.000) représenté par sept milliards neuf cent quatre-vingt-quinze millions (7.995.000.000) d'actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune.

Le Détenteur Unique a pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration de la Société (le «Conseil») en vertu de l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales sur les circonstances et les prix d'émissions d'actions en contrepartie d'espèces sans droit préférentiel de souscription (une copie duquel restera annexé au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement).

Le Détenteur Unique a décidé de supprimer et de renoncer à, et d'autoriser le Conseil à supprimer, limiter ou renoncer à tous droits de préemption ou droits préférentiels de souscription prescrits par la loi luxembourgeoise en relation avec l'émission d'actions dans les limites du capital social autorisé et d'autoriser le Conseil à procéder à l'émission d'actions ou tous titres ou instruments donnant droit à des actions (par voie de souscription, de conversion, d'échange ou autrement) dans les limites du capital social autorisé mais non émis en contrepartie d'apports en espèces, en nature, par voie d'incorporation de réserves disponibles ou primes ou par la conversion de titres bénéficiaires en actions ou autrement en vertu des termes et conditions déterminés par le Conseil ou son(ses) délégué(s) tout en renonçant à, supprimant ou limitant tous droits de préemption ou droits préférentiels de souscription prescrits par la loi luxembourgeoise dans le cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé, pour une période commençant le jour de la présente décision du Détenteur Unique et se terminant le cinquième anniversaire du jour de publication de l'acte notarié consignant cette décision dans le journal officiel de Luxembourg, le Mémorial.

Le Détenteur Unique a décidé de modifier en conséquence les articles 5.2 et 5.2.1 des statuts de la Société afin qu'ils aient la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution

Le Détenteur Unique a décidé d'autoriser l'émission d'un maximum de cinq milliards (5.000.000.000) de titres bénéficiaires non émis ne faisant pas partie intégrante du capital social de la Société. Le Détenteur Unique a décidé d'autoriser le Conseil, ou à tout(tous) délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil, d'émettre de temps à autre un maximum de cinq milliards (5.000.000.000) de titres bénéficiaires supplémentaires et de procéder en conséquence aux allocations à la BC Réserve en contrepartie d'apports en espèces, d'apports en nature ou par voie d'incorporation de réserves disponibles aux moments et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil ou son(ses) délégué(s) pourra (pourront) déterminer en toute discrétion, sans réserver de droits préférentiels de souscription aux détenteurs d'actions et de titres bénéficiaires existants.

Le Détenteur Unique a décidé de modifier en conséquence l'article 9 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Troisième résolution

Le Détenteur Unique a décidé de modifier les articles 10.1 et 10.3 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Quatrième résolution

Le Détenteur Unique a décidé de modifier l'article 26 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Cinquième résolution

Le Détenteur Unique a décidé de modifier l'article 30 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour.



Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la décision du Détenteur Unique a été clôturée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le Détenteur Unique a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: T. HOSS, J. GLODEN.

Enregistré à Grevenmacher le 30 décembre 2010. Relation: GRE/2010/4828. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): R. PETER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 03 janvier 2011.

Joseph GLODEN.

Référence de publication: 2011001794/357.

(110000945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2011.

UniGarantPlus: Best of World (2010), Fonds Commun de Placement.

Der Fonds UniGarantPlus: Best of World (2010) (WKN: A0B75U / ISIN: LU0199901173) wurde gemäß Artikel 27 des Sonderreglements i.V.m. Artikel 12 des Verwaltungsreglements nach Ablauf der Laufzeit des Fonds zum 30. Dezember 2010 aufgelöst.

Der Liquidationserlös wurde den Depotinhabern durch die depotführenden Stellen gutgeschrieben. Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Liquidation somit für abgeschlossen.

Luxemburg, im Januar 2011

Union Investment Luxembourg

S.A.

Référence de publication: 2011003978/1460/12.

Abalon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 119.701.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161328/10.

(100186440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

AG International Umwelt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 113.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161331/10.

(100186350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Agar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 72.836.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161332/10.

(100186472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



Rochester Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 86.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161733/10.

(100186755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Simplicity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 140.483.

Les comptes au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque S.A.

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010161741/13.

(100186556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Rochester Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 86.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161731/10.

(100186753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Rochester Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 86.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161732/10.

(100186754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Silex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 33.778.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2010161756/10.

(100186722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



SD Events S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5741 Filsdorf, 2, Kaabesbierg. R.C.S. Luxembourg B 128.319.

Le bilan arrêté au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 3 décembre 2010.

Pour SD EVENTS SARL

Fiduciaire Roger Linster

Viviane Roman

Référence de publication: 2010161749/13.

(100186946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Setas International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial, (anc. Setas International S.A.).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 23.519.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161752/11.

(100186501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Vollupro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 59.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161830/9.

(100186157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Vistec Real Estate Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2010161816/10.

(100187046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Vistec Real Estate Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2010161817/10.

(100187047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



Vivacon Lux One S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 115.691.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/12/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2010161818/12.

(100186542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Valena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 86.796.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Novembre 2010.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2010161819/11.

(100186919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Vistec Lithography Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 131.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2010161815/10.

(100187045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Wemaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 45.565.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161840/10.

(100187096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

WT Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.699.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60051 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161846/10.

(100186443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



Wessex Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 116.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010161841/11.

(100186251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

WIKIO Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 113.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2010161843/11.

(100186229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Workhouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 85.286.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WORKHOUSE S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010161845/11.

(100186267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Accuradent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 41, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 109.463.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161848/10.

(100186820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Zoji La Ventures S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 75.517.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161854/10.

(100187234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



X-TRA Optic by jean MOUSEL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 4, place des Villes Jumelées.

R.C.S. Luxembourg B 78.097.

Le bilan arrêté au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 3 décembre 2010.

Pour X-TRA Optic by jean Mousel Sàrl

Fiduciaire Roger Linster

Viviane Roman

Référence de publication: 2010161847/13.

(100186889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Yineal Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 116.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010161850/11.

(100186320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Zamata Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 31.333.

Les comptes annuels au 19 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161851/9.

(100186898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Abondance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 24.811.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2010161874/10.

(100186717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Absolu Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 76.397.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161875/10.

(100187175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



A. Zenner-Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5550 Remich, 22, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 132.231.

Le bilan arrêté au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 3 décembre 2010.

Pour A. ZENNER-LUX SARL Fiduciaire Roger Linster p.d. Viviane Roman

Référence de publication: 2010161866/13.

(100186870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Aquadétente Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 103B, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 116.543.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161870/9.

(100187270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Afaia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 121.845.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2010161877/11.

(100186718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Agopia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 108.281.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161880/10.

(100187176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Aliunde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 115.597.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2010161883/10.

(100186719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



" BELVEDERE REAL ESTATE", Société Anonyme,

(anc. Atoz Real Estate).

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 99.618.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60475 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161864/11.

(100187232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Amélie Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5523 Remich, 2, Montée de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 145.391.

Le bilan arrêté au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 3 décembre 2010.

Pour AMELIE SHIPPING SARL

Fiduciaire Rogre Linster

p. d. Viviane Roman

Référence de publication: 2010161884/13.

(100186872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

World Minerals Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 97.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161836/9.

(100186412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Arminia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 62.344.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2010161891/10.

(100186720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

BlueSPHERE, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 102.777.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161899/10.

(100186851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



Anifood, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8508 Rédange-sur-Attert, 35, rue de Reichlange.

R.C.S. Luxembourg B 101.046.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société Signature

Référence de publication: 2010161888/11.

(100187073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

AR-Lux S.à r.l. - Matériaux de Construction, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5740 Filsdorf, 16, Buchholzerweg.

R.C.S. Luxembourg B 57.251.

Le bilan arrêté au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 3 décembre 2010.

Pour AR-LUX S.à r.l.

Fiduciaire Roger Linster

p. d. Viviane Roman

Référence de publication: 2010161890/13.

(100186873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Beluga Finance Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 101.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161898/9.

(100186890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

BlueSPHERE, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 102.777.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161900/10.

(100186852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Beauty & Soul S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 156.522.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161903/10.

(100187256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



HPH Investments 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes. R.C.S. Luxembourg B 130.427.

In the year two thousand and ten, on the sixteenth day of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, the undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of "HPH Investments 1 S.à r.l." (the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at 7 rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 130.427, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary, on the 15 June 2007, published in the Luxembourg Memorial C number 1993 of the 14 September 2007 and whose Articles of Incorporation were never modified.

There appeared

Potella Limited, a limited company with registered office at P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated in the British Virgin Islands with number 1382622 (the "sole Shareholder"), hereby represented by Mr Régis Galiotto, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy, after having been signed by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The sole Shareholder has declared and requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the sole Shareholder holds all the 500 (five hundred) shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the present Extraordinary General Meeting is as follows:
- 1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
- 2. Appointment of Potella Limited, a company incorporated in the British Virgin Islands, whose registered office is situated at P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola as liquidator (the "Liquidator");
 - 3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company;
 - 4. Discharge of the managers of the Company for the accomplishment of their respective mandates; and
 - 5. Miscellaneous.
 - III. The sole Shareholder hereby passes the following resolutions:

First resolution:

The sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The sole Shareholder resolves to appoint itself as liquidator (the "Liquidator").

Third resolution:

The sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the "Law").

The sole Shareholder further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The sole Shareholder further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution:

The sole Shareholder resolves to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the managers of the Company, to waive any claim which the Company may have against the managers of the Company arising as a result of their management of the Company, and to grant them discharge for the accomplishment of their respective mandate until the date hereof.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.



The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le seize septembre.

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'actionnaire unique de la société à responsabilité limitée "HPH Investments 1 S.à r.l." (la Société), ayant son siège social au 7 rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 130.427, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Elvinger en date du 15 juin 2007, publié au Mémorial C numéro 1993 du 14 septembre 2007 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

A comparu

Potella Limited, avec son siège social au P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, lles Vierges Britanniques, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des lles Vierges Britanniques sous le numéro B 1382622 (l'Actionnaire Unique),

Ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, Ladite procuration, après signature par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- I. que l'Actionnaire Unique détient toutes les 500 (cinq cent) actions du capital de la Société;
- II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
- 2. Nomination de Potella Limited, avec son siège social au P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, lles Vierges Britanniques, en tant que liquidateur ("le Liquidateur");
 - 3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;
 - 4. Décharge aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs;
 - 5. Divers.
 - III. L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Actionnaire Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de se nommer en tant que liquidateur ("le Liquidateur").

Troisième résolution:

L'Actionnaire Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée ("la Loi").

L'Actionnaire Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Actionnaire Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Actionnaire Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Actionnaire Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des acomptes sur le boni de liquidation à l'Actionnaire Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les gérants de la Société. L'Actionnaire Unique renonce à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des gérants pour tout acte accompli dans le cadre de leurs mandats respectifs et leur accorde décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute. Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi. Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 21 septembre 2010. Relation: LAC/2010/40983. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 23 septembre 2010.

Référence de publication: 2010160425/120.

(100184906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Vulcano S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 44.457.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010161832/9.

(100186158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 129.863.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161782/10.

(100186166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 129.863.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161783/10.

(100186167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

TriCage Acquisition, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 113.860.

Les comptes annuels au 31 mai 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161787/10.

(100186988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.



Anicca Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9641 Brachtenbach, 16A, Maison.

R.C.S. Luxembourg B 142.570.

L'an deux mil dix, le quinze novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée ANICCA CON-SULTING S.à r.l., ayant son siège social à L-2345 Luxembourg, 8, rue Pierre-Joseph Redoute, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 octobre 2008, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 2735 du 10 novembre 2008.

L'assemblée se compose de son associé unique, à savoir:

Monsieur Ivan Van Overtfeldt, gérant de sociétés, né à Courtrai (Belgique) le 18 novembre 1954, demeurant à 8, rue Pierre-Joseph Redouté, Appt47, L-2435 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Benoit LOCKMAN, demeurant professionnellement à L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon, En vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Ceci exposé, le comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les résolutions suivantes:

Resolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège social avec effet au 1 ^{er} novembre 2010 à L -9641 Brachtenbach, Maison N° 16A de sorte que le 1 ^{er} alinéa de l'article 5 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Brachtenbach.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: B. LOCKMAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 novembre 2010. Relation: LAC/2010/52283. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Référence de publication: 2010160179/34.

(100184922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Centrum NS Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 85.523.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Associés tenue en date du 29 novembre 2010, a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Frank Walenta, en tant que gérant B, est acceptée avec effet au 2 août 2010.
- Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant B de la société avec effet au 2 août 2010 et ce pour une durée indéterminée.
- Le siège social est transféré du "12 rue Léon Thyes, L-2636 Luxembourg" au "15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg".

Il convient de noter également que l'adresse d'Apsys Investment S.à r.l. en tant que gérant A et en tant qu'associé de la société, est modifiée comme suit: "15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg"

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010160245/19.

(100185348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2010.



Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 129.863.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 6 décembre 2010.

Référence de publication: 2010161781/10.

(100186165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

TriCage Acquisition, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 113.860.

Les comptes annuels au 31 mai 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010161788/10.

(100186989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2010.

Barsa S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 40.532.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010160209/9.

(100185386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2010.

Solnuten International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.350.

Common draft terms of cross-border merger of the boards of managers of JIPEC GROUP B.V. and

of the board of directors of SOLNUTEN INTERNATIONAL S.A.

Common draft terms of cross-border merger Foreword:

In accordance with:

- the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies;
- article 261 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law); and
- Sections 2:312 paragraph 2 and 2:333d of the Dutch Civil Code (the Civil Code); the board of directors (the Board of Directors) of Solnuten International S.A. (the Acquiring Company) and the board of managers (the Board of Managers, and together with the Board of Directors, the Boards) of Jipec Group B.V., (the Company Ceasing to Exist and together with the Acquiring Company, the Merging Companies),

Gezamenliik voorstel tot grensoverschrijdende fusie Voorwoord:

In overeenstemming met:

- de Richtlijn 2005/56/EG van het Europese Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 26 Oktober 2005 inzake grensoverschrijdende fusies van vennootschappen met een beperkte aansprakelijkheid;
- artikel 261 van de wet van 10 augustus 1915, als gewijzigd (de Wet); en
- artikelen 2:312 lid 2 en 2:333d van het Nederlandse Burgerlijk Wetboek (het Burgerlijk Wetboek);

de raad van bestuur (de Raad van Bestuur) van Soinuten international S.A. (de Verkrijgende Vennootschap) en de directie (de Directie, en tezamen met de Raad van Bestuur, de Raden) of Jipec Group B.V. (de Verdwijnende Vennootschap en tezamen met de Verkrijgende Vennootschap, de Fuserende Vennootschappen) hebben het onderhavige gezamenlijke grensoverschrijdende



have drawn up the present common draft terms of cross-border merger (the Draft Terms) by mutual agreement in view of a merger by absorption between the Merging Companies.

The Draft Terms are intended for the shareholders of the Merging Companies and for third parties, which can obtain a copy of the Draft Terms of cross-border merger, once filed at the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and at the Chamber of Commerce of Amsterdam or by written request to the Merging Companies. In accordance with article 273 ter of the Law, section 2:326 of the Civil Code and section 2:333i paragraph 1 of the Civil Code, the merger shall have no effect Vis-à-vis third parties until the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company approving the merger have been published in accordance with the Luxembourg provisions.

As a result of the merger (i) the Company Ceasing to Exist will cease to exist and, (ii) the Acquiring Company will acquire all the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist by way of universal transfer with the Acquiring Company.

Whereas:

- (i) none of the Merging Companies has a supervisory board;
- (ii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;
- (iii) none of the Merging Companies have a works council or a trade union that has amongst Its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries;
- (iv) no depository receipts for shares in the Company Ceasing to Exist have been issued with the company's assistance and it does not appear from the register of shareholders that shares in the Company Ceasing to Exist have been pledged or that a life-interest has been created on the shares in the capital of the Company Ceasing to Exist; and

Terms of the merger:

A. Corporate form, name and official seat/registered office of the Merging Companies.

Solnuten International S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated and organised under the law of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 157.350; and

fusievoorstel in overleg opgesteld (het Fusievoorstel) met het oog van een juridische fusie tussen de Fuserende Vennootschappen.

Het Fusievoorstel is bedoeld voor de aandeelhouders van de Fuserende Vennootschappen en voor derden, welke een kopie van het grensoverschrijdende Fusievoorstel kunnen verkrijgen na deponering van het Fusievoorstel bij het Handelsregister voor Luxemburg en bij het Handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam of op schriftelijk verzoek bij de Fuserende Vennootschappen.

In overeenstemming met artikel 273 ter van de Wet, artikel 2:326 Burgerlijk Wetboek en artikel 2:333i lid 1 Burgerlijk Wetboek zal de fusie geen gevolgen hebben tegenover derden totdat de notulen van de buitengewone vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap waarin de fusie wordt goedgekeurd zijn gepubliceerd in conform de Luxemburgse bepalingen.

Ten gevolge van de fusie (i) zal de Verdwijnende Vennootschap ophouden te bestaan en (ii) zal de Verkrijgende Vennootschap het gehele vermogen van de Verdwijnende Vennootschap verkrijgen onder algemene titel.

In aanmerking nemende dat:

- (i) geen van de Fuserende Vennootschappen een raad van commissarissen heeft;
- (ii) geen van de Fuserende Vennootschappen is ontbonden, in staat van faillissement of in surseance van betaling verkeert;
- (iii) geen van de Fuserende Vennootschappen een ondernemingsraad of een werknemersvereniging heeft die onder haar leden werknemers van de Fuserende Vennootschappen of van hun dochtersmaatschappijen tellen;
- (iv) er geen certificaten van aandelen in de Verdwijnende Vennootschap zijn uitgegeven met medewerking van de vennootschap en uit het aandeelhoudersregister niet is gebleken dat aandelen in de Verdwijnende Vennootschap zijn verpand of dat deze bezwaard zijn met een vruchtgebruik; en

De voorwaarden van de fusie:

A. Rechtsvorm, naam en statutaire zetel/feitelijk adres van de Fuserende Vennootschappen.

Solnuten International S.A., een naamloze vennootschap (société anonyme) onder het recht van Luxemburg, feitelijk gevestigd te 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg, geregistreerd bij het Handelsregister voor Luxemburg onder nummer B 157.350; en



Jipec Group B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), incorporated and organised under the law of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands and its office address at Naritaweg 165, Telestone 8,1043 BW, Amsterdam, the Netherlands, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, the Netherlands, under number 34184541.

The corporate form, name, and registered office envisaged for the Acquiring Company, after the merger, shall be the same than the current ones of the Acquiring Company.

B. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company were drawn up by deed of incorporation executed on 25 November 2010 before Mr Henri Hellinckx, notary in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. A copy of these articles of association have been attached as Annex A to these Draft Terms.

The wording of the articles of association of Acquiring Company after the merger have been attached as Annex B to these Draft Terms.

C. Date of the most recently adopted annual accounts or interim financial statements that have been used to determine the terms and conditions of the merger. The date of the interim accounts of the Merging

Companies used to establish the conditions of the cross-border merger is: 30 September 2010. Acquiring Company:

The Acquiring Company has been incorporated on 25 November 2010 with a share capital of ninety-nine thousand United States Dollars (USD 99,000) and therefore no annual or interim accounts have been drawn up.

Company Ceasing to Exist:

The last financial year of the Company Ceasing to Exist has ended on 31 December 2009.

D. Share exchange ratio and cash payment, if any.

In payment of the contribution of all assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist shall: (i) five thousand nine hundred and four shares (5,904) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 1,004,000 shares, numbered 1 up to and including 970,000 and 1,378,001 up to and including 1,412,000 in the Company Ceasing to Exist;

(ii) one thousand two hundred and twenty four shares (1,224) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 204,000 shares, numbered 970,001 up to and including 1,140,000 and 1,344,001 up to and including 1,378,000 in the Company Ceasing to

Jipec Group B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid onder Nederlands recht, statutair gevestigd te Amsterdam, Nederland, en feitelijk gevestigd te Naritaweg 165, Telestone 8,1043 BW Amsterdam, Nederland, geregistreerd bij het Handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam, Nederland, onder nummer 34184541.

De rechtsvorm, naam en feitelijk adres van de Verkrijgende Vennootschap zullen na de fusie niet wijzigen.

B. De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap.

De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zijn tot stand gekomen bij de akte van oprichting op 25 november 2010 verleden voor mr. Henri Hellinckx, notaris te Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg. Een kopie van deze Statuten zullen worden gehecht aan het Fusievoorstel als Bijlage A.

De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap, zoals deze na de fusie zullen luiden, zullen worden gehecht aan dit Fusievoorstel als Bijlage B.

C. De datum van de laatst vastgestelde jaarrekening of tussentijdse vermogensopstelling die zijn gebruikt om de voorwaarden voor de fusie vast te stellen.

De datum van de tussentijdse vermogensopstelling van de Fuserende Vennootschappen die zijn gebruikt om de voorwaarden van de grensoverschrijdende fusie vast te stellen is: 30 September 2010.

Verkrijgende Vennootschap:

De Verkrijgende Vennootschap is op 25 November 2010 opgericht met een geplaatst kapitaal van negenennegentig duizend US Dollars (USD 99.000) en daarvoor zijn geen jaarrekeningen of tussentijdse vermogensopstellingen opgesteld.

De Verdwijnende Vennootschap:

Het laatste boekjaar van de Verdwijnende Vennootschap is op 31 december 2009 geëindigd.

- D. De ruilverhouding en eventuele betalingen in contanten. Als tegenprestatie voor de verkrijging van alle activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschap zullen:
- (i) vijfduizend negenhonderd en vier (5.904) nieuwe aandelen met een nominale waarde van één dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 1.004.000 aandelen, genummerd 1 tot en met 970.000 én 1.378.001 tot en met 1.412.000 in de Verdwijnende Vennootschap;
- (ii) éénduizend tweehonderd vierentwintig (1.224) nieuwe aandelen met een nominale waarde van een dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 204.000 aandelen, genummerd 970.001 tot en met 1.140.000 én 1.344.001 tot en met 1.378.000 in de Verdwijnende Vennootschap;



Exist:

(iii) one thousand two hundred and twenty four shares (1,224) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 204,000 shares, numbered 1,140,001 up to and including 1,310,000 and 1,412,001 up to and including 1,446,000 in the Company Ceasing to Exist;

(vi) one thousand two hundred and twenty four shares (1,224) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 204,000 shares, numbered 1,310,001 up to and including 1,344,000 and 1,480,001 up to and including 1,650,000 in the Company Ceasing to Exist; (v) four hundred and eight shares (408) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 61,333 shares, numbered 1,457,334 up to and including 1,468,666 and 1,650,001 up to and including 1,700,000 and the one third part of the undivided share, numbered 1,480,000 in the Company Ceasing to Exist; (vi) four hundred and eight shares (408) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 61,333 shares, numbered 1,468,667 up to and including 1,479,999 and 1,700,001 up to and including 1,700,500 and the one third part of the undivided share, numbered 1,480,000 in the Company Ceasing to Exist; (vii) four hundred and eight shares (408) new shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each, be allocated to the holder of 61,333 shares, numbered 1,446,001 up to and including 1,457,333 and 1,750,001 up to and including 1,800,000 and the one third part of the undivided share, numbered 1,480,000 in the Company Ceasing to Exist; The aforementioned new shares will have the same rights and obligations as the existing shares. The share exchange ratio has been conventionally determined by the Boards, based on the following

- the share exchange ratio is as such that - rounded - the shareholders of the Company Ceasing to Exist acquire the same percentage of the total allotted shares in the Acquiring Company as they currently hold in the share capital of the Company Ceasing to Exist. Furthermore has been taken into account the wish of the shareholders of the Company Ceasing to Exist to acquire shares in the Acquiring Company in the proposed ratio.

elements:

- the share exchange ratio, as determined above, takes into consideration that 3 shareholders hold one share in the Company Ceasing to Exist in co-ownership, which co-ownership shall be

- (iii) éénduizend tweehonderd vierentwintig (1.224)nieuwe aandelen met een nominale waarde van één dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 204.000 aandelen, genummerd 1.140.001. tot en met 1.310.000 én 1.412.001 tot en met 1.446.000 in de Verdwijnende Vennootschap;
- (iv) éénduizend tweehonderd vierentwintig (1.224) nieuwe aandelen met een nominale waarde van een dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 204.000 aandelen, genummerd 1.310.001. tot en met 1.344.000 én 1.480.001 tot en met 1.650.000 in de Verdwijnende Vennootschap;
- (v) vierhonderd acht (408) nieuwe aandelen met een nominate waarde van een dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 61.333 aandelen, genummerd 1.457.334 tot en met 1.468.666 en 1.650.001 tot en met 1.700.000 en het 1/3 gedeelte van het aandeel genummerd 1.480.000 in de Verdwijnende Vennootschap;
- (vi) vierhonderd acht (408) nieuwe aandelen met een nominate waarde van een dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 61.333 aandelen, genummerd 1.468.667 tot en met 1.479.999 én 1.700.001 tot en met 1.750.000 en het 1/3 gedeelte van het aandeel genummerd 1.480.000 in de Verdwijnende Vennootschap; en
- (vii) vierhonderd acht (408) nieuwe aandelen met een nominale waarde van één dollarcent (USD 0,01) in de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend aan de houder van 61.333 aandelen, genummerd 1.446.001 tot en met 1.457.333 én 1.750.001 tot en met 1.800.000 en het 1/3 gedeelte van het aandeel genummerd 1.480.000 in de Verdwijnende Vennootschap;

De genoemde nieuwe aandelen zullen dezelfde rechten en plichten zullen hebben als de huidige aandelen.

De ruilverhouding is bepaald door de Raden op grond van de volgende factoren:

- de ruilverhouding is zodanig dat -afgerond - de aandeelhouders van de Verdwijnende Vennootschap hetzelfde percentage van het totaal door de Verkrijgende Vennootschap toe te kennen aandelen verkrijgen als zij thans in het geplaatste kapitaal van de Verdwijnende Vennootschap houden. Voorts is rekening gehouden met de wens van de aandeelhouders van de Verdwijnende Vennootschap om in de voorgestelde verhouding aandelen te krijgen in het kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap.

de ruilverhouding, zoals bepaald hierboven, houdt er rekening mee dat 3 aandeelhouders één aandeel in het kapitaal in de Verdwijnende Vennootschap in gemeenschap houden, welke onverdeelde gemeenschap zal eindigen ten gevolge van de fusie.



terminated on the occasion of the merger.

Article 5 of the articles of association of the Acquiring Company will be amended to take into account the above mentioned share capital increase.

There will be no cash payment to shareholders in connection with the exchange ratio.

E. Methods of delivering the shares in the Acquiring Company and proposed measures in connection with the conversion of the shareholding of the Company Ceasing to Exist as mentioned in section 2:312 paragraph 2 sub g of the Civil Code.

The new shares shall be issued in the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring

Company approving the merger.

The new shares shall have a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each and shall have the same rights and obligations as the existing shares of the Acquiring Company.

As a result of the merger, the Company Ceasing to Exist shall cease to exist.

In connection with the transition of the shareholding in the capital of the Company Ceasing to Exist to a shareholding in the capital of the Acquiring Company, ten thousand eight hundred (10,800) shares with a par value of one cent of a United States dollar (USD 0.01) each in the capital of the Acquiring Company shall be allotted.

F. Date from which the shares in the Acquiring Company give the right to share in the profits and any particular methods relating to that right. The newly issued shares give right to their holders to share pro rata in the profits of the Acquiring Company as of 26 November 2010 and must be taken into account for future dividends.

G. Date from which the operations of the Company Ceasing to Exist will be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Acquiring Company pursuant to article 261 (2) e) of the Law and to Section 2:312 paragraph 2 sub f of the Civil Code.

The financial data of the Company Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company as per 26 November 2010. The last financial year of the Company Ceasing to Exist will therefore end on 25 November 2010.

H. Rights and compensations at the expense of the Acquiring Company granted pursuant to article 261 (2) f) of the Law and Section 2:320 of the Civil Code. As there are neither any shareholders having special rights, nor any persons who, in any other capacity than

as shareholder, have special rights against the

Company Ceasing to Exist, no special rights and no

compensations will be granted at the expense of the

Artikel 5 van de Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zal worden gewijzigd in verband met de vermelde toename van kapitaal.

Er worden geen betalingen in contanten gedaan in verband met de ruilverhouding.

E. Wijze van overgang van de aandelen in de Verkrijgende Vennootschap en voorgenomen maatregelen in verband met de overgang van het aandeelhouderschap in de Verdwijnende Vennootschap als bedoeld in artikel 2:312 lid 2 sub g van het Burgerlijk Wetboek.

De nieuwe aandelen zullen worden uitgegeven/toegekend in de buitengewone vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap op de datum waarop tot fusie wordt besloten..

De nieuwe aandelen zullen een nominale waarde hebben van een dollarcent (USD 0,01) en zullen dezelfde rechten en plichten hebben als de bestaande aandelen in de Verkrijgende Vennootschap.

Ten gevolge van de fusie zal de Verdwijnende Vennootschap ophouden te bestaan.

In verband met de overgang van het aandeelhouderschap in het kapitaal van de Verdwijnende Vennootschap in het aandeelhouderschap in het kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap, zullen bij het tot stand komen van de fusie tienduizend achthonderd (10.800) aandelen met een nominale waarde van een dollarcent (USD 0,01) worden toegekend.

F. Met ingang van welk tijdstip de aandelen in de Verkrijgende Vennootschap het recht geven om deel te nemen in de winst en bijzonderheden over dat recht.

De houders van de nieuw uit te geven/toe te kennen aandelen zijn pro rata gerechtigd in de winst van de Verkrijgende Vennootschap per 26 november 2010 en zij teilen ook mee voor toekomstige winstuitkeringen.

G. De datum waarop de werkzaamheden van de Verdwijnende Vennootschap voor boekhoudkundige doelstellingen zullen worden geacht te zijn voortgezet door de Verkrijgende Vennootschap op grond van artikel 261 (2) e) van de Wet en op grond van artikel 2:312 lid 2 sub f van het Burgerlijk Wetboek.

De financiële gegevens van de Verdwijnende Vennootschap zullen vanaf 26 November 2010 worden verantwoord in de jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap. Het laatste boekjaar van de Verdwijnende Vennootschap zal daarom op 25 november 2010 eindigen.

H. De rechten en vergoedingen ten laste van de Verkrijgende Vennootschap op grond van artikel 261 (2) f) van de Wet en artikel 2:320 van het Burgerlijk Wetboek.

Aangezien geen aandeelhouders of geen andere personen dan aandeelhouders bijzondere rechten hebben op de Verdwijnende Vennootschap, zullen geen bijzondere rechten en vergoedingen worden toegekend ten laste van de Verkrijgende Vennootschap.



Acquiring Company to anyone.

I. Benefits to be granted to a member of the administrative, executive, supervisory or monitoring bodies and to the statutory auditors of the Merging Companies or to another party involved with the merger, in connection with the merger pursuant to article 261 (2) g) of the Law and pursuant to section 2:312 paragraph 2, sub d of the Civil Code. No special benefits will be granted to the board

members of the Merging Companies or other third parties.

J. Intentions with regard to the composition of the Board of Directors of the Acquiring Company after the cross-border merger.

There is no intention to change the composition of the board of directors of the Acquiring Company after the cross-border merger.

The present composition of the Board of Directors is and will remain as follows:

- Jacob Mudde, born on Oktober 14th, 1969 in Amsterdam (the Netherlands);
- Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, born on April 3rd, 1973 in Rennes (France); and
- Martinus Cornelis Johannes Weijermans, born on August 26,1970 in 's Gravenhage (the Netherlands); K. Contemplated continuation or termination of

The activities of the Company Ceasing to Exist will be continued by the Acquiring Company. For the avoidance of doubt, this cross-border merger will not imply or provoke any termination of activity of the Merging Companies.

L. Corporate approvals to effect the cross-border

merger in conformity with the Draft Terms.

The resolutions of the general meeting of shareholders of the Merging Companies to effect the cross-border merger in conformity with the common Draft Terms is not subject to any additional approvals of other company bodies of any of the Merging Companies (e.g. the Supervisory Body) or of any third party.

M. Effects of the merger on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company. The merger shall have no particular effects on the goodwill.

The distributable reserves reflected in the annual accounts of the Company Ceasing to Exist will be added to the distributable reserves of the Acquiring Company.

N. Likely effects on employment. Neither the Company Ceasing to Exist nor the

Acquiring Company has employees. The cross-border merger will therefore not have any I. De voordelen die ten gevolge van de fusie op grond van artikel 261 (2) g) van de Wet en op grond van artikel 2:312, lid 2 sub d. van het Burgerlijk Wetboek worden toegekend aan leden van het bestuur, raad van commissarissen of andere adviserende organen en statutaire accountants van de Fuserende Vennootschappen of aan anderen die bij de fusie betrokken zijn.

Geen bijzondere voordelen zullen worden toegekend aan de leden van de Raden van Bestuur van de Fuserende Vennootschappen of anderen.

J. De voornemens over de samenstelling van de Raad van Bestuur van de Verkrijgende Vennootschap na de grensoverschrijdende fusie.

Er zijn geen voornemens om de samenstelling van het bestuur te wijzigen na de grensoverschrijdende fusie.

De huidige samenstelling van de Raad van Bestuur is en zal na de fusie blijven als volgt:

- Jacob Mudde, geboren op 14 Oktober 1969 in Amsterdam (Nederland).
- Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, geboren op 3 april 1973 in Rennes (Frankrijk); en
- Martinus Cornelis Johannes Weijermans, geboren op 26 augustus 1970 in 's Gravenhage (Nederland);
- K. De voornemens over de voortzetting of beëindiging van de werkzaamheden.

De werkzaamheden van de Verdwijnende Vennootschap zullen worden voortgezet door de Verkrijgende Vennootschap. Om misverstanden te voorkomen zal dezegrensoverschrijdende fusie niet tot gevolg hebben dat werkzaamheden van de Fuserende Vennootschappen zullen worden beëindigd.

L. Goedkeuringen om de grensoverschrijdende fusie tot stand te brengen in overeenstemming met het Fusievoorstel.

Het besluit van de algemene vergadering van aandeelhouders van de Fuserende Vennootschappen om de grensoverschrijdende fusie tot stand te brengen in overeenstemming met het gezamenlijke Fusievoorstel is niet onderworpen aan de goedkeuring van andere organen van de Fuserende Vennootschappen (bijvoorbeeld de Raad van Commissarissen) of een derde partij

M. De invloed van de fusie op de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap.

De fusie zal geen bijzondere gevolgen hebben op de goodwill.

De uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap, zullen toenemen met de vrij uitkeerbare reserves van de Verdwijnende Vennootschap, zoals die blijken uit de jaarrekening.

N. Waarschijnlijke effecten op de werkgelegenheid. Noch de Verkrijgende Vennootschap noch de Verdwijnende Vennootschap hebben werknemers. De grensoverschrijdende fusie zal daarom geen gevolg



effect on employment, contract of employment, rights of participation and/or working conditions.

O. Procedures for employee participation.

No employee participation arrangements have to be made by the Acquiring Company, given that there are no employees in either of the Merging Companies.

P. Information on the valuation of assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company pursuant to article 261 (4) d) of the Law

The valuation of the relevant assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was lastly done on the basis o the interim statements as per 30 September 2010 which show that the assets have been valued by using Dutch generally accepted accounting principles. Q. Proposal for the level of compensation of shareholders of the Company Ceasing to Exist pursuant to section 2:333h of the Civil Code. No compensation for shareholders of the Company Ceasing to Exist shall be granted since the resolution to merge can only be adopted unanimously in a general meeting in which all the shareholders are present or represented and a second meeting as mentioned in section 2:230 paragraph 3 of the Civil Code can not be held.

R. Shares which will be cancelled upon application of section 2:325, paragraph 3 of the Civil Code. No shares will be cancelled upon application of Section 2:325, paragraph 3 of the Civil Code. S. Auditors' statement

According to Section 2:328, paragraph 1, second sentence Civil Code, BDO Audit & Assurance B. V. has issued a statement as referred to in Section 2:328 paragraph 1, second sentence Civil Code, which statement is attached to this merger proposal as Annex C. All shareholders of both the Acquiring Company and the Company Ceasing to Exist have issued a statement as mentioned in Section 2:328, paragraph 6 Civil Code and article 266 (5) of the Law, as a consequence whereof the auditor's statements as mentioned in Section 2:328 paragraph 1, first sentence and paragraph 2 Civil Code and article 266 (1) and (2) of the Law are not applicable. These statements have been attached to

T. Annexes.

this draft terms as Annex D.

Annexes to these Draft Terms forms an integrate part of this proposal.

[signature page to follow]

hebben op de werkgelegenheid, arbeidsovereenkomsten, zeggenschapsrechten en andere arbeidsvoorwaarden.

O. Procedures inzake medezeggenschap van werknemers. Geen medezeggenschapsovereenkomsten behoeven te worden opgesteld door de Verkrijgende Vennootschap, aangezien de Fuserende Vennootschappen geen werknemers hebben.

P. Informatie over de waardering van de activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschap, welke op grond van artikel 261 (4) d) van de Wet zullen worden verkregen door de Verkrijgende Vennootschap.

De waardering van de belangrijke activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschap, welke zullen worden verkregen door de Verkrijgende Vennootschap, is voor het laatst per 30 September 2010 gedaan op grond van een tussentijdse vermogensopstelling waaruit blijkt dat de vermogensbestanddelen zijn gewaardeerd volgens in het maatschappelijke verkeer aanvaardbare waarderingsmethodes.

Q. Voorstel voor de hoogte van schadeloosstelling voor aandeelhouders van de Verdwijnende Vennootschap op grond van artikel 2:333h van het Burgerlijk Wetboek.

Geen schadeloosstelling zal worden toegekend aan de aandeelhouders van de Verdwijnende Vennootschap aangezien het besluit tot fusie slechts kan worden genomen met unanimiteit van stemmen in een vergadering waarin alle aandeelhouders aanwezig of vertegenwoordigd zijn en aangezien terzake geen tweede vergadering als bedoeld in artikel 2:230 lid 3 van het Burgerlijk Wetboek kan worden gehouden.

R. Aandelen die zullen worden ingetrokken bij toepassing van artikel 2:325 lid 3 van het Burgerlijk Wetboek.

Geen aandelen zullen worden ingetrokken krachtens artikel 2:325 lid 3 van het Burgerlijk Wetboek.

S. Accountantsverklaring.

Conform het bepaalde in artikel 2:328 lid 1, tweede zin van het Burgerlijk Wetboek heeft BDO Audit & Assurance B.V. een verklaring afgegeven zoals bedoeld in het eerste lid, tweede volzin van artikel 2:328 van het Burgerlijk Wetboek, welke verklaring als Bijlage C aan dit fusievoorstel is gehecht. Alle aandeelhouders van zowel de Verkrijgende Vennootschap als de Verdwijnende Vennootschap hebben een verklaring afgelegd als bedoeld in artikel 2:328, lid 6 van het Burgerlijk

Wetboek en artikel 266 (5) van de Wet, als gevolg waarvan de accountantsverklaringen genoemd in artikel 2:328 lid 1, eerste volzin van het Burgerlijk

Wetboek, en de rapporten genoemd in artikel 2:328 lid 2 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 266 (1) en (2) van de Wet niet vereist zijn. Deze verklaringen zijn aan het fusievoorstel gehecht als Bijlage D.

T. Bijlagen.

De bijlagen van dit fusievoorstel maken deel uit van dit fusievoorstel.

[Page de signature ci-dessous]



Suit la traduction française du texte précédent:

Projet commun de fusion transfrontalière du conseil de gérance de JIPEC GROUP B.V. et du conseil d'administration de SOLNUTEN INTERNATIONAL S.A.

Projet commun de fusion transfrontalière

Préambule:

Conformément à:

- la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
 - l'article 261 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi); et
 - les sections 2:312 paragraphe 2 et 2:333d du Code civil néerlandais (le Code Civil);

le conseil d'administration (le Conseil d'Administration) de Solnuten International S.A. (la Société Absorbante) et le conseil de gérance (le Conseil de Gérance, et ensemble avec le Conseil d'Administration, les Conseils) de Jipec Group B.V., (la Société Cessant d'Exister et ensemble avec la Société Absorbante, les Sociétés qui Fusionnent), ont rédigé !e présent projet commun de fusion transfrontalière (le Projet) par consentement mutuel en vue de la fusion par absorption entre les Sociétés qui Fusionnent.

Le Projet est destine aux actionnaires des Sociétés qui Fusionnent et aux tiers, qui peuvent obtenir une copie du Projet de fusion transfrontalière, après son dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à la Chambre de Commerce d'Amsterdam ou sur demande écrite aux Sociétés qui Fusionnent.

En conformité avec l'article 273 ter de la Loi, section 2:326 du Code Civil et la section 2:333i paragraphe 1 du Code Civil, la fusion n'aura aucun effet à l'égard des tiers tant que le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante approuvant la fusion aura été publié en conformité avec les dispositions luxembourgeoises.

En conséquence de la fusion (i) la Société Cessant d'Exister cessera d'exister et, (ii) la Société Absorbante acquerra tous actifs et passifs de la Société Cessant d'Exister par le moyen d'un transfert universel avec la Société Absorbante.

Considérant:

- (i) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a de conseil de surveillance;
- (ii) les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas été dissoutes ou déclarées en faillite et aucune suspension des paiements n'a été déclarée à l'encontre des Sociétés qui Fusionnent;
- (iii) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a un conseil d'entreprise ou un syndicat dont les membres sont les employés d'une des Sociétés qui Fusionnent ou d'une de leurs filiales;
- (iv) aucun certificat relatif aux actions de la Société Cessant d'Exister n'a été émis par avec l'assistance de la société et il ne ressort pas du registre des actionnaires que les actions ont été mises en gage ou qu'un intérêt à vie ait été créé sur les actions du capital de la Société Cessant d'Exister; et

Conditions de la fusion:

A. Forme sociale, nom et siège officiel / Siège social des Sociétés qui Fusionnent.

Solnuten International S.A. une société anonyme constituée et régie par le droit du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.350; et

Jipec Group B.V.. une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), constituée et régie par le droit des Pays-Bas, dont le siège officiel est situé à Amsterdam, Pays-Bas et dont l'adresse est située à Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW, Amsterdam, Pays-Bas, enregistrée au registre de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, Pays-Bas, sous le numéro 34184541.

La forme sociale, le nom et le siège social envisagé pour la Société Absorbante, seront les mêmes, après la fusion, que la forme sociale, le nom et le siège actuels de la Société Absorbante.

B. Statuts de la Société Absorbante.

Les statuts de la Société Absorbante ont été rédigés par un acte de constitution exécuté le 25 Novembre 2010 devant Mr Henri Hellinckx, notaire à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Une copie de ces statuts est annexée en tant qu'Annexe A de ce Projet.

Les termes des statuts de la Société Absorbante, après fusion, ont été annexés en tant qu'Annexe B de ce Projet.

C. Date des derniers comptes annuels approuvés ou des derniers rapports financiers intérimaires qui ont été utilisés pour déterminer les modalités et conditions de la fusion.

La date des comptes annuels de la Société Absorbante qui ont été utilisés pour établir les conditions de la fusion transfrontalière est le 30 Septembre 2010.

Société Absorbante



La Société Absorbante a été constituée le 25 novembre 2010 avec un capital social de quatre-vingt dix-neuf mille dollars des Etats-Unis (USD 99.000,-), et par conséquent aucun compte annuel ou compte intérimaire n'ont encore été préparés.

Société Cessant d'Exister

Le dernier exercice social de la Société Cessant d'Exister s'est terminé le 31 décembre 2009.

D. Ratio pour les échanges d'actions et paiement en liquide, le cas échéant.

La contrepartie à la contribution de l'ensemble des actifs et passifs de la Société cessant d'Exister sera:

- (i) cinq mille neuf cent quatre (5.904) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune étant allouée aux détenteurs des 1.004.000 actions, numérotées de 1 jusqu'à 970.000 incluse et de 1.378.001 jusqu'à 1.412.000 incluse de la Société Cessant d'Exister;
- (ii) mille deux cent vingt-quatre (1.224) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 204.000 actions, numérotées de 970.001 jusqu'à 1.140.000 incluse et de 1.344.001 jusqu'à 1.378.000 incluse de la Société Cessant d'Exister;
- (iii) mille deux cent vingt-quatre (1.224) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 204.000 actions, numérotées de 1.140.001 jusqu'à 1.310.000 incluse et de 1.412.001 jusqu'à 1.446.000 incluse de la Société Cessant d'Exister;
- (iv) mille deux cent vingt-quatre (1.224) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 204.000 actions, numérotées de 1.310.001 jusqu'à 1.344.000 incluse et de 1.480.001 jusqu'à 1.650.000 incluse de la Société Cessant d'Exister;
- (v) quatre cent huit (408) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 61.333 actions, numérotées de 1.457.334 jusqu'à 1.468.666 incluse et de 1.650.001 jusqu'à 1.700.000 incluse et du tiers de la partie de l'action indivise numérotée 1.480.000 de la Société Cessant d'Exister;
- (vi) quatre cent huit (408) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 61.333 actions, numérotées de 1.468.667 jusqu'à 1.479.999 incluse et de 1.700.001 jusqu'à 1.700.500 incluse et du tiers de la partie de l'action indivise numérotée 1.480.000 de la Société Cessant d'Exister;
- (vii) quatre cent huit (408) nouvelles actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune, étant allouées au détenteur des 61.333 actions, numérotées de 1.446.001 jusqu'à 1.457.333 incluse et de 1.750.001 jusqu'à 1.800.000 incluse et le tiers de la partie de l'action indivise numérotée 1.480.000 de la Société Cessant d'Exister;

Les nouvelles actions susmentionnées auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Le ratio d'échange des actions a été déterminé conventionnellement par les Conseils, sur base des éléments suivants:

le rapport d'échange est telle que - arrondi - les actionnaires de la Société Cessant d'Exister acquièrent le même pourcentage du total des actions attribuées dans la Société Absorbante qu'ils détiennent actuellement dans le capital social de la Société Cessant d'Exister. A en outre été pris en compte le souhait des actionnaires de la Société Cessant d'Exister d'acquérir des actions de la Société Absorbante dans le ratio proposé.

le ratio d'échange d'actions, tel que déterminé ci-dessus, prend en compte le fait que 3 actionnaires détiennent une action de la Société Cessant d'Exister et que cette copropriété cessera d'exister à l'occasion de la fusion.

L'article 5 des statuts de la Société Absorbante sera modifié afin de prendre en compte l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus.

Il n'y aura pas de paiement en espèce aux actionnaires en lien avec le ratio d'échange.

E. Méthodes de remise des actions de la Société Absorbante et mesures proposées en lien avec la conversion de l'actionnariat de la Société Cessant d'Exister, tel que mentionné dans la section 2:312 paragraphe 2 sous g du Code Civil.

Les nouvelles actions seront émises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante approuvant la fusion

Les nouvelles actions auront une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune et auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société Cessant d'Exister.

Suite à la fusion, la Société Cessant d'Exister cessera d'exister.

Suite au transfert de la participation des actionnaires de la Société Cessant d'Exister au capital de la Société Absorbante, dix mille huit cent actions avec une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats-Unis d'Amérique (0,01 USD) chacune dans le capital de la Société Absorbante seront allouées.

F. Date à partir de laquelle les actions de la Société Absorbante donne droit à une part des profits et toutes méthodes particulières relatives à ce droit.

Les actions nouvellement émises donnent droit à leur détenteur à une partie au pro rata des bénéfices de la Société Absorbante à partir du 26 Novembre 2010 et devront être prises en compte pour les dividendes futurs.



G. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Cessant d'Exister seront traitées, d'un point de vue comptable, comme étant réalisées pour compte de la Société Absorbante conformément aux articles 261 (2) e) de la Loi et à la section 2:312 paragraphe 2 sous f du Code Civil.

Les données financières de la Société Cessant d'Exister seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à partir du 26 Novembre 2010. Le dernier exercice social de la Société Cessant d'Exister se terminera dès lors le 25 Novembre 2010.

H. Droits et Compensation aux dépens de la Société Absorbante octroyés conformément à l'article 261 (2) f) de la Loi et à la section 2:320 du Code civil.

Comme il n'y a pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux, ni aucune autre personne qui, en une quelque autre qualité que celle d'actionnaire, n'a de droits spéciaux envers la Société cessant d'Exister, aucun droit spécial et aucune compensation ne sera octroyée à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

I. Profits à octroyer à un membre des organes administratifs, exécutifs, de supervision ou de monitoring ainsi qu'aux commissaires aux comptes des Sociétés qui Fusionnent ou à une autre partie impliquée dans la fusion, en lien avec la fusion conformément à l'article 261 (2) g) de la Loi et conformément à la section 2:312 paragraphe 2, sous d du Code Civil.

Il n'y aura pas de bénéfices particuliers accordés aux membres des Conseils des Sociétés qui Fusionnent ou à d'autres tiers

J. Intentions quant à la composition du Conseil d'Administration de la Société Absorbante suite à la fusion transfrontalière.

Il n'y a pas d'intention de changer la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière.

La composition actuelle du Conseil d'Administration est et restera comme suit:

Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Amsterdam (Pays-Bas);

Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, née le 3 avril 1973 à Rennes (France); et

Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970 à Gravenhage (Pays-Bas).

K. Poursuite ou fin des activités envisagée.

Les activités de la Société Cessant d'Exister seront poursuivies par la Société Absorbante. Afin d'éviter tout doute, cette fusion transfrontalière n'impliquera et ne provoquera pas la fin des activités des Sociétés qui Fusionnent.

L. Approbation sociale d'effectuer la fusion transfrontalière conformément au Projet.

Les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires des Sociétés qui Fusionnent de procéder à la fusion transfrontalière conformément au Projet commun ne sont pas soumises à des accords complémentaires d'autres organes des Sociétés qui Fusionnent (par exemple, le Conseil de Surveillance) ou d'un tiers quelconque.

M. Effets de la fusion sur la survaleur (goodwill) et sur les réserves distribuables de la Société Absorbante.

La fusion n'aura pas d'effets particuliers sur la survaleur (goodwill).

Les réserves distribuables reflétées dans les comptes annuels de la Société Cessant d'Exister seront ajoutées aux réserves distribuables de la Société Absorbante.

N. Effets probables sur l'emploi.

Ni la Société Cessant d'Exister ni la Société Absorbante n'ont d'employés. La fusion transfrontalière n'aura dès lors pas d'effet sur l'emploi, les contrats d'emploi, les droits de participation et/ou les conditions de travail.

O. Procédures pour la participation des employés.

Aucun arrangement quant à la participation des employés ne devra être fait par la Société Absorbante, étant donné qu'il n'y a pas d'employés dans les Sociétés qui Fusionnent.

P. Information quant à l'évaluation des actifs et passifs de la Société Cessant d'Exister en cours d'acquisition par la Société Absorbante conformément à l'article 261 (4) d) de la Loi.

L'évaluation des actifs et passifs pertinents de la Société Cessant d'Exister, et à acquérir par la Société Absorbante, a été réalisée pour la dernière fois sur la base des comptes intérimaires en date du 30 septembre 2010 annuels, qui montrent que les actifs ont été évalués selon les principes comptables généralement acceptés aux Pays-Bas.

Q. Proposition pour le niveau de compensation des actionnaires de la Société Cessant d'Exister conformément à la section 2:333h du Code Civil.

Aucune compensation ne sera octroyée aux actionnaires de la Société Cessant d'Exister étant donné que la résolution de fusion ne sera adoptée que suite à l'accord unanime de l'assemblée générale à laquelle tous les actionnaires seront présents ou représentés et une deuxième assemblée, tel qu'il l'est mentionné à la section 2:230 paragraphe 3 du Code Civil, ne peut être tenue.



R. Actions qui seront annulées par application de la section 2:325, paragraphe 3 du Code Civil.

Aucune action ne sera annulée par l'application de la section 2:325, paragraphe 3 du Code civil.

S. Déclarations du réviseur d'entreprises.

Conformément à la section 2:328, paragraphe 1, deuxième phrase, du Code Civil, BDO Audit & Assurance B.V. a émis une déclaration tel que mentionné à la section 2:328, paragraphe 1, deuxième phrase, du Code Civil, qui sera annexée au présent projet de fusion sous l'Annexe C. Tous les actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Cessant d'Exister ont émis une déclaration telle que mentionnée à la section 2:328, paragraphe 6 du Code Civil et l'article 266 (5) de la Loi, en conséquence de laquelle tes déclarations du réviseur d'entreprises mentionnées à la section 2:328, paragraphe 1, première phrase et paragraphe 2 du Code Civil et l'article 266 (1) et (2) de la Loi ne sont pas applicables. Ces déclarations ont été annexées à ce projet sous l'Annexe D.

T. Annexes.

Les annexes au présent Projet font partie de ce Projet.

Amsterdam, Decembre, 27, 2010.

Jipec Group B.V.

Board of Managers

Trust International Management (T.I.M.) B.V.

Signatures

Luxembourg.
Solnuten International S.A.
Board of Directors
J. Mudde
Director

Annex A Articles of association of the Acquiring Company Statuts de la Société Absorbante

In the year two thousand and ten, on the twenty-fifth day of November.

Before us, Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Samlen International S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, under the process of registration with the Luxembourg trade and companies register,

here represented by Jérôme Mullmaier, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on November 25, 2010,

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state, as follows, the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - object - Duration

Art. 1. Name.

The name of the company is "Solnuten International S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

- 2.1. The Company's registered office is established in municipality where the registered office is established, Grand Duchy of Luxembourg, it may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.
- 2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board, if the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such tem-



porary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

- 3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.
- 3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.
- 3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.
- 3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

- 5.1. The share capital is set at USD 99,000.- (ninety-nine thousand United States dollars), represented by 9,900,000 (nine million nine hundred thousand) shares in registered form, with a par value of USD 0.01 (one cent US Dollar) each, all subscribed and fully paid-up.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.
- 5.3. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:
- (i) increase the current share capital once or more up to USD 99,108 (ninety-nine thousand one hundred and eight United States dollars), by the issue of 10,800 (ten thousand eight hundred) new shares, having the same rights as the existing shares;
- (ii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and
 - (iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.

Art. 6. Shares

- 6.1. The shares may be issued in registered (actions nominatives) or bearer form (actions au porteur), at the share-holder's option.
 - 6.2. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.3. A share transfer is carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by both the transferor and the transferee or their authorised representatives, following a notification to or acceptance by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept other documents recording the agreement between the transferor and the transferee as evidence of a share transfer.
 - 6.4. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
 - 6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

- 7.1. Composition of the board of directors
- (i)The Company is managed by the Board, which is composed of at least three (3) members. The directors need not be shareholders.



- (ii) The General Meeting appoints the directors, and determines their number and remuneration and the term of their mandate. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.
 - (iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.
- (iv) If a legal entity is appointed as director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.
- (v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.
- (vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.
 - 7.2. Powers of the board of directors
- (i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.
 - (ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.
- (iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

- (i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.
- (ii) The Board meets at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle is in Luxembourg.
- (iii) Written notice of any Board meeting is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.
- (iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
 - (v) A director may grant another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.
- (vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the directors present or represented. The chairman has a casting vote in the event of a tie vote. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson, by all directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).
- (vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.
- (viii) Circular resolutions signed by all the directors (the Directors' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.
- (ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction is submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on the matter.

7.4. Representation

- (i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of all directors.
- (ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom special signatory powers have been delegated.

Art. 8. Sole director.

- 8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the Company may be managed by a single director until the ordinary General Meeting following the introduction of an additional shareholder. In this case, any reference in the Articles to the Board or the directors should be read as a reference to that sole director, as appropriate.
- 8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business..



8.3. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole director or by the joint or single signature of any person to whom the sole director has delegated special signatory powers.

Art. 9. Liability of the directors.

9.1. The directors may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

- 10.1. Powers and voting rights
- (i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.
 - (ii) Each share gives entitlement to one (1) vote.
 - 10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings
 - (i) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.
- (ii) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may be held without prior notice.
- (iii) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.
- (iv) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.
- (v) Any shareholder may vote by using the forms provided to that effect by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for calculation of the quorum. Forms which indicate neither a voting intention nor an abstention are void.
- (vi) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.
- (vii) An Extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.
- (viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 11. Sole shareholder.

- 11.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.
- 11.2. Any reference to the General Meeting in the Articles is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate.
 - 11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

- 12.1. The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.
- 12.2. The Board prepares the balance sheet expressed in United States dollars and profit and loss account expressed in United States dollars annually, together with as an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities expressed in United States dollars, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its officers, directors and statutory auditors to the Company expressed in United States dollars.
- 12.3. One month before the Annual General Meeting, the Board provides the statutory auditors with a report on and documentary evidence of the Company's operations. The statutory auditors then prepare a report stating their findings and proposals.
- 12.4. The annual General Meeting is held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the first Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following business day.



12.5. The annual General Meeting may be held abroad if, in the Board's, absolute and final judgement, exceptional circumstances so require.

Art. 13. Auditors.

- 13.1. The Company's operations are supervised by one or more statutory auditors (commissaires).
- 13.2. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).
- 13.3. The General Meeting appoints the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises), and determines their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits.

- 14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.
- 14.2. The General Meeting determines the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.
 - 14.3. Interim dividends may be distributed at any time, under the following conditions:
 - (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends is made by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

In their report to the Board, the statutory auditors (commissaires) or the external auditors (réviseurs d'entreprises), as applicable, must verify whether the above conditions have been satisfied.

VI. Dissolution - Liquidation

- 15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.
- 15.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

- 16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, fax, email or any other means of electronic communication.
- 16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.
- 16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.
- 16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered Into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

Subscription and Payment

Samlen International S.A., represented as stated above, subscribes to 9,900,000 (nine million nine hundred thousand) shares in registered form, with a par value of USD 0.01,- (one cent US Dollar) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of USD 99,000.- (ninety-nine thousand United States Dollars).



Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law on commercial companies of August 10 th , 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

- 1. The following are appointed as directors of the Company for a period of six years:
- Jacob Mudde, born on Oktober 14th, 1969 in Amsterdam (the Netherlands), professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, born on April 3rd, 1973 in Rennes (France) professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and
- Martinus Cornelis Johannes Weijermans, born on August 26, 1970 in 's Gravenhage (the Netherlands), professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- 2. Euraudit S.à r.l., a private limited liability company organized under the laws of Luxembourg, with registered office at 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B.42889 is appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company for a period of 6 years.
 - 3. The registered office of the Company is located at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux-mille dix, le vingt-cinquième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Samlen International S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siege social 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en cors d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

Représenté par Jérôme Mullmaier, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 25 novembre 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1 er . Dénomination.

Le nom de la société est "Solnuten International S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

- 2.1. Le siège social de la Société est établi à commune dans laquelle est établi le siège social, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.
- 2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre



politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

- 3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.
- 3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.
- 3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.
- 3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

- 4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à USD 99.000,- (quatre vingt dix-neuf mille dollars américains), représenté par 9.900.000 (neuf millions neuf cent mille) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de USD 0,01 (un cent de dollar américain) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

- 5.2. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte constitutif, à:
- (i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois, à hauteur de USD 99.108 (quatre-vingt-dix-neuf mille cent huit dollars américains), par l'émission de 10.800 (dix mille huit cent) nouvelles actions, ayant les mêmes droits que les actions existantes;
- (i) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et
- (ii) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

Art. 6. Actions.

- 6.1. Les actions sont et resteront sous forme nominative.
- 6.2. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.
- 6.3. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.
 - 6.4. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.
 - 6.5. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.



III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

- 7.1. Composition du conseil d'administration
- (i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.
- (ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.
 - (iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.
- (iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.
- (v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.
- (vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.
 - 7.2. Pouvoirs du conseil d'administration
- (i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.
- (ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.
- (iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

- (i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.
- (ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.
- (iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.
- (iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.
- (v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.
- (vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).
- (vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.
- (viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.
- (ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.



7.4. Représentation

- (i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par la signature conjointe de tous les administrateurs.
- (ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

Art. 8. Administrateur unique.

- 8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.
- 8.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être mentionnées dans des procès-verbaux et, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales, doivent être ainsi mentionnées si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé.
- 8.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs.

9.1. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

- 10.1. Pouvoirs et droits de vote
- (i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.
 - (ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.
 - 10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote
 - (i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.
- (ii) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.
- (iii) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.
- (iv) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.
- (v) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.
- (vi) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.
- (vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.
- (viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).



Art. 11. Actionnaire unique.

- 11.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.
- 11.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.
 - 11.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

- 12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.
- 12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes exprimé en dollars américains ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société exprimé en dollars américains, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société exprimé en dollars américains.
- 12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.
- 12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.
- 12.5. L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 13. Commissaires /Réviseurs d'entreprises.

- 13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.
- 13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand cela est requis par la loi.
- 13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

- 14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.
- 14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.
 - 14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:
 - (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

Dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

- 15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.
- 15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.



- 16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.
- 16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.
- 16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Samlen International S.A., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à 9,900,000 (neuf millions neuf cent mille) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 0.01 USD (un cent) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de USD 99,000 (quatre vingt dix-neuf mille dollars amricains).

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.500.-

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a adopté les résolutions suivantes:

- 1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs de la Société pour une durée de six (6) ans:
- a. Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Amsterdam, Pays-Bas, résident professionnellement 46A. Avenue J.F. Kennedy. L-1855 Luxembourg;
- b. Gwenaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, née le 3 avril 1973 à Rennes, résidant professionnellement 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et
- c. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août , 1970 à Gravenhage, Pays Bas, résidant professionnellement 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
- 2. Euraudit S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 42889 est nommé en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une durée de 6 ans.
 - 3. Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Annex B.

Articles of association of the Acquiring Company after the Merger Statuts de la Société Absorbante après la Fusion

ARTICLES OF ASSOCIATION POST MERGER

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name.

The name of the company is Solnuten International S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).



Art. 2. Registered office.

- 2.1. The Company's registered office is established in municipality where the registered office is established, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.
- 2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

- 3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.
- 3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.
- 3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.
- 3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

- 5.1. The share capital is set at USD 99,108.- (ninety-nine thousand one hundred and eight United States dollars), represented by 9,910,800 (nine million nine hundred ten thousand and eight hundred) shares in registered form, with a par value of USD 0.01 (one United States dollar cent) each, all subscribed and fully paid-up.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The shares may be issued in registered (actions nominatives) or bearer form (actions au porteur), at the share-holder's option.
 - 6.2. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.3. A share transfer is carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by both the transferor and the transferee or their authorised representatives, following a notification to or acceptance by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept other documents recording the agreement between the transferor and the transferee as evidence of a share transfer.
 - 6.4. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
 - 6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1. Composition of the board of directors



- (i) The Company is managed by the Board, which is composed of at least three (3) members. The directors need not be shareholders.
- (ii) The General Meeting appoints the directors, and determines their number and remuneration and the term of their mandate. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.
 - (iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.
- (iv) If a legal entity is appointed as director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.
- (v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.
- (vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.
 - 7.2. Powers of the board of directors
- (i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.
 - (ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.
- (iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

- (i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.
- (ii) The Board meets at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle is in Luxembourg.
- (iii) Written notice of any Board meeting is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.
- (iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
 - (v) A director may grant another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.
- (vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the directors present or represented. The chairman has a casting vote in the event of a tie vote. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson, by all directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).
- (vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.
- (viii) Circular resolutions signed by all the directors (the Directors' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.
- (ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction is submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on the matter.

7.4. Representation

- (i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of all directors.
- (ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom special signatory powers have been delegated.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the Company may be managed by a single director until the ordinary General Meeting following the introduction of an additional shareholder. In this case, any reference in the Articles to the Board or the directors should be read as a reference to that sole director, as appropriate.



- 8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business..
- 8.3. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole director or by the joint or single signature of any person to whom the sole director has delegated special signatory powers.

Art. 9. Liability of the directors.

9.1. The directors may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

- 10.1. Powers and voting rights
- (i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.
 - (ii) Each share gives entitlement to one (1) vote.
 - 10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings
 - (i) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.
- (ii) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may be held without prior notice.
- (iii) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.
- (iv) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.
- (v) Any shareholder may vote by using the forms provided to that effect by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for calculation of the quorum. Forms which indicate neither a voting intention nor an abstention are void.
- (vi) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.
- (vii) An Extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.
- (viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 11. Sole shareholder.

- 11.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.
- 11.2. Any reference to the General Meeting in the Articles is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate.
 - 11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

- 12.1. The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.
- 12.2. The Board prepares the balance sheet expressed in United States dollars and profit and loss account expressed in United States dollars annually, together with as an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities expressed in United States dollars, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its officers, directors and statutory auditors to the Company expressed in United States dollars.
- 12.3. One month before the Annual General Meeting, the Board provides the statutory auditors with a report on and documentary evidence of the Company's operations. The statutory auditors then prepare a report stating their findings and proposals.



- 12.4. The annual General Meeting is held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the first Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following business day.
- 12.5. The annual General Meeting may be held abroad if, in the Board's, absolute and final judgement, exceptional circumstances so require.

Art. 13. Auditors.

- 13.1. The Company's operations are supervised by one or more statutory auditors (commissaires).
- 13.2. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).
- 13.3. The General Meeting appoints the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises), and determines their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits.

- 14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.
- 14.2. The General Meeting determines the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.
 - 14.3. Interim dividends may be distributed at any time, under the following conditions:
 - (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends is made by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

In their report to the Board, the statutory auditors (commissaires) or the external auditors (réviseurs d'entreprises), as applicable, must verify whether the above conditions have been satisfied.

VI. Dissolution - Liquidation

- 15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.
- 15.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

- 16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, fax, email or any other means of electronic communication.
- 16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.
- 16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.
- 16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

(N.B. Pour des raisons techniques, la deuxième partie est publiée au Mémorial C-N° 39 du 8 janvier 2010.)

Référence de publication: 2011002877/1389.

(110001812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck